

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



[Sans titre]

Pierre Hamel

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035041ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035041ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hamel, P. (1980). [Sans titre]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 73–73.
<https://doi.org/10.7202/1035041ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éerudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Au Québec, depuis une quinzaine d'années les interventions sur l'espace urbain et en particulier le logement ont été au centre des enjeux relatifs à la transformation des conditions de vie des classes populaires. Non seulement l'État ne s'est pas inquiété des effets du redéveloppement urbain sur la hausse des loyers ou l'éclatement des réseaux communautaires mais il en a souvent lui-même pris l'initiative en subventionnant la rénovation ou en installant de nouvelles infrastructures urbaines.

Lors des premières opérations de rénovation les protestations des locataires, des citoyens ont été spontanées, mais elles avaient parfois du mal à s'exprimer autrement qu'en reprenant les schèmes dominants. Au cours des années, les groupes de citoyens et les organisations populaires, en radicalisant leurs positions ont exploré une série de moyens d'action plus ou moins directs, plus ou moins offensifs. Il en est résulté diverses tentatives de coalition à la fois avec le mouvement syndical et avec d'autres mouvements revendicatifs, parfois aussi avec des partis politiques d'opposition sur la scène municipale qui visaient à rompre l'isolement et la perspective défensive dans laquelle semblaient se mouler irrémédiablement les affrontements aux promoteurs, aux propriétaires ou à l'État.

Il apparaît maintenant que nous sommes en présence d'un éclatement des formes d'organisation et des modes d'intervention qui relèvent autant des positions idéologiques des militants que des aspects sur lesquels portent les revendications : H.L.M., coopératives, actions contre les hausses de loyer et les démolitions, interventions concernant l'aménagement des quartiers, etc. Sur tous ces fronts, dans tous ces secteurs nous retrouvons plusieurs organisations qui ont de la difficulté à coordonner leurs efforts, qui restent ébranlées à la fois par les débats idéologiques de l'extrême-gauche et par les offen-

sives de l'État en termes de resserrement des contrôles bureaucratiques, plus particulièrement dans le champ des politiques sociales.

Bien que l'on soit confronté aux mêmes difficultés d'organisation et de mobilisation que celles rencontrées au milieu des années 60, celles-ci ne se posent plus du tout dans les mêmes termes. Les questions de démobilisation, d'alliances de classes, de débouchés politiques et de leur forme deviennent centrales, alors que l'on soulève la nécessité d'élaborer des perspectives et de définir des moyens pour regrouper non seulement les organisations qui interviennent sur les problèmes du logement mais l'ensemble des organisations qui luttent sur le terrain des conditions de vie en relation avec le mouvement syndical.

Pour cette section nous avons en premier lieu essayé de dresser un tableau de la situation en retenant des contributions qui couvrent les secteurs où se déroulent présentement diverses formes d'intervention et/ou de mobilisation. De ce point de vue nous avons préféré, avant tout, accorder la parole aux militants ou aux intervenants. Ceci permettait de multiplier les bilans et les analyses pour faire le point sur l'enjeu actuel du logement et des questions urbaines. Dans ce sens tous les textes contribuent à leur manière à faire avancer le débat sur l'orientation et les choix politiques auxquels sont confrontés d'une façon de plus en plus urgente toutes les organisations populaires qui interviennent sur le terrain des conditions de vie. En outre il nous a semblé important de ne pas nous limiter au cas de Montréal. Nous avons donc retenu des textes qui font le point sur la situation à Québec et à Hull, tout en sachant qu'il existe d'autres affrontements sur le logement dans plusieurs autres villes du Québec.

P.H.